



Chapitre D-15

LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MINES

CHAPITRE I

INTERPRÉTATION ET GÉNÉRALITÉS

Application des définitions. **1.** Les définitions contenues dans la Loi sur les mines (chapitre M-13) s'appliquent à la présente loi et aux règlements, si le contexte ne s'y oppose.

Interprétation: Cependant, pour les fins de la présente loi et des règlements, les expressions suivantes signifient:

« exploitation minière »: a) « exploitation minière »: l'ensemble des travaux par lesquels on recherche ou extrait des substances minérales et on les traite dans le but d'en obtenir un produit commercial;

« mine »: b) « mine »: toute ouverture ou excavation faite dans le but de découvrir ou obtenir une substance minérale, y compris une carrière, une sablière ou un puits utilisé pour maintenir la pression de l'eau, en disposer ou l'injecter ou créer une source d'approvisionnement d'eau et les voies, travaux, machines, usines, bâtiments et fourneaux sous ou sur la surface de terrains faisant l'objet d'une exploitation minière;

« règlement »: c) « règlement »: un règlement adopté par le gouvernement en vertu de la présente loi.

1975, c. 30, a. 1.

« exercice financier ». **2.** Dans la présente loi, l'expression « exercice financier » désigne la période pour laquelle les comptes de l'entreprise d'un exploitant sont ordinairement arrêtés chaque année et, en l'absence d'une coutume établie, celle qu'il adopte.

Durée. Toutefois, un exercice financier ne peut excéder cinquante-trois semaines et il ne peut être changé sans l'autorisation écrite du ministre.

1975, c. 30, a. 2.

Personnes liées. **3.** Aux fins de la présente loi, sont des personnes liées:

a) des particuliers unis par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption;

b) une société et une personne qui en fait partie ou à laquelle un ou plusieurs associés sont ainsi unis ou par laquelle ont été avancés plus de la moitié des biens dont elle dispose;

c) une compagnie et une personne qui la contrôle directement ou indirectement, qui possède plus de la moitié du capital-actions ou qui a fourni à la compagnie par prêt ou autrement plus de la moitié des biens dont elle dispose pour ses affaires;

d) les compagnies sous le contrôle direct ou indirect d'une même personne ou d'un même groupe de personnes;

e) une compagnie et une personne faisant partie d'un groupe de personnes liées ayant cette compagnie sous leur contrôle direct ou indirect.

1975, c. 30, a. 3.

Personnes unies. **4.** Aux fins de la présente loi:

a) des personnes sont unies par le lien du sang si l'une descend de l'autre ou est son frère ou sa soeur;

b) des personnes sont unies par les liens du mariage si l'une est mariée à l'autre ou à une personne qui est unie à l'autre par les liens du sang; et

c) des personnes sont unies par les liens de l'adoption si l'une a été adoptée, en droit ou de fait, comme enfant de l'autre ou comme enfant d'une personne unie à l'autre par les liens du sang autrement qu'à titre de frère ou soeur.

1975, c. 30, a. 4.

CHAPITRE II

ASSUJETTISSEMENT

Droits payables. **5.** Tout exploitant d'une mine au Québec, à l'exception de celui soumis aux redevances fixées en vertu de l'article 179 de la Loi sur les mines (chapitre M-13), doit payer de droits sur son profit annuel pour chaque exercice financier.

1975, c. 30, a. 5.

CHAPITRE III

CALCUL DU PROFIT ANNUEL

SECTION I

GÉNÉRALITÉS

Valeur brute. **6.** La valeur brute de la production annuelle est la valeur réelle des substances minérales vendues ou utilisées par un exploitant pendant un exercice financier au prix du marché à l'époque de leur vente ou de leur usage ou la valeur réelle des substances minérales expédiées ou utilisées par un exploitant pendant un exercice financier au prix du marché à l'époque de leur expédition ou de leur usage, le tout selon la méthode régulièrement employée par l'exploitant.

1975, c. 30, a. 6.

Évaluation par le ministre. **7.** Dans le cas de doute, le ministre peut faire une évaluation des substances minérales vendues, expédiées ou utilisées par un exploitant, et cette évaluation constitue la valeur brute aux fins de la présente loi.

1975, c. 30, a. 7.

Profit annuel. **8.** Le profit annuel, pour chaque exercice financier, est égal à la valeur brute de la production annuelle contre laquelle sont déduites les dépenses d'exploitation de la mine, de l'atelier de préparation, de l'usine de fonte et d'autres installations qui ont été encourues afin de réaliser cette valeur brute et, en particulier, les dépenses suivantes:

a) la rémunération ou les salaires des employés et des ouvriers préposés à l'exploitation minière;

b) les dépenses générales et administratives directement reliées à l'exploitation minière;

c) le coût de toute recherche faite au Québec dans le but de réduire le coût de production ou de récupérer des produits minéraux additionnels, déduction faite du revenu provenant de cette recherche;

d) les cotisations supportées par l'employeur à l'égard des employés et des ouvriers préposés à l'exploitation minière en vertu de la Loi sur les accidents du travail (chapitre A-3), la Loi sur le salaire minimum (chapitre S-1), la Loi sur les décrets de convention collective (chapitre D-2) et la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (Statuts du Canada);

e) les contributions faites dans le but d'assurer la sécurité, le bien-être ou la santé des employés et des ouvriers préposés à l'exploitation minière;

f) l'ensemble des dons faits au Québec pendant l'exercice finan-

cier pour des fins culturelles, d'enseignement ou de charité, à des organisations approuvées par le ministre, sans excéder toutefois 10 pour cent du profit annuel avant la déduction de ces dons;

g) le coût de l'énergie requise pour l'exploitation minière;

h) le coût des matières explosives, du combustible et des autres biens consommés dans l'exploitation minière;

i) le coût des assurances sur la production de la mine ainsi que sur les biens meubles et immeubles effectivement utilisés dans l'exploitation minière;

j) les taxes municipales et scolaires encourues par l'exploitant à l'égard de l'exploitation minière ou de biens effectivement utilisés dans cette exploitation;

k) le coût du transport de la production de la mine s'il est à la charge de l'exploitant;

l) les dépenses d'entretien et de réparation encourues dans l'exercice financier à l'égard des biens meubles et immeubles effectivement utilisés dans l'exploitation minière;

m) le coût des travaux faits pendant l'exercice financier pour des puits, excavations, galeries, tranchées, sondages ou autres moyens d'exploitation ou de mise en valeur dans les terrains de la mine pour son exploitation ou la recherche des minéraux;

n) les frais d'exploration minière et de mise en valeur encourus durant l'exercice financier au Québec sur des terrains autres que ceux qui font l'objet de l'exploitation minière principale pourvu que ces frais soient supportés par l'exploitant et qu'une analyse détaillée en soit soumise au ministre; et

o) une allocation, tel que prévu aux articles 9 à 26, pour dépréciation, pour développement, pour investissement et pour traitement de minerais.

1975, c. 30, a. 8.

SECTION II

ALLOCATION POUR DÉPRÉCIATION

Interprétation:

«biens de la première catégorie»;

«biens de la seconde catégorie»;

«disposition»;

«produit de la disposition».

9. Aux fins de la présente section, l'expression:

a) «biens de la première catégorie» signifie un chemin, un bâtiment ou du matériel acheté avant le 1^{er} avril 1975 et effectivement utilisé dans l'exploitation minière;

b) «biens de la seconde catégorie» signifie un chemin, un bâtiment ou du matériel acheté après le 31 mars 1975 et effectivement utilisé dans l'exploitation minière;

c) «disposition» comprend toute opération ou tout événement qui donne droit au produit de la disposition de biens;

d) «produit de la disposition» d'un bien comprend:

- i. le prix de vente d'un bien dont on a disposé;
- ii. une indemnité pour un bien qu'une personne s'est approprié illégalement;
- iii. une indemnité pour un bien détruit et tout montant reçu ou à recevoir en vertu d'une police d'assurance à l'égard de la perte ou de la destruction d'un bien;
- iv. une indemnité pour un bien qu'une personne s'est approprié en vertu d'une loi ou à l'égard duquel elle a donné avis de son intention de se l'approprier ainsi;
- v. une indemnité pour des actes ou omissions de la part d'une personne agissant ou non dans l'exercice d'un droit, en vertu d'une loi ou autrement, qui portent atteinte à un bien;
- vi. une indemnité pour dommages à un bien et tout montant reçu ou à recevoir en vertu d'une police d'assurance couvrant de tels dommages, sauf dans la mesure où une telle indemnité ou un tel montant, selon le cas, est dépensé pour sa réparation dans un délai raisonnable après que les dommages ont été causés;
- vii. le montant de la réduction de la dette d'un exploitant envers un créancier bénéficiant d'une sûreté réelle sur un bien par suite de la vente de ce bien en vertu de l'acte créant cette sûreté, et tout montant reçu par l'exploitant à même le produit d'une telle vente; et
- viii. le montant par lequel la dette du propriétaire du bien envers un créancier est éteinte par suite de la remise du bien au créancier.

1975, c. 30, a. 9.

Allocation pour
dépréciation.

10. Un exploitant peut déduire à titre d'allocation pour dépréciation, pour chaque exercice financier, un montant n'excédant pas 15 pour cent du coût, à la fin de cet exercice, de chacun des biens de la première catégorie ou n'excédant pas 30 pour cent du coût, à la fin de cet exercice, de chacun des biens de la seconde catégorie, jusqu'à ce que le coût de chacun des biens de l'une ou l'autre catégorie ait été alloué en entier.

1975, c. 30, a. 10.

Coût de chacun des biens
d'une catégorie.

11. Aux fins de l'article 10, le coût de chacun des biens d'une catégorie quelconque, à la fin d'un exercice financier, ne doit pas excéder dans l'ensemble le coût de tous les biens de cette catégorie acquis avant la fin de cet exercice moins le moindre, pour chaque bien de la catégorie dont il a été disposé avant la fin de cet exercice, du produit de la disposition ou de son coût en capital.

1975, c. 30, a. 11.

Application de l'excédent
lors de disposition.

12. Lorsqu'un exploitant dispose d'un bien d'une catégorie et que le moindre du produit de la disposition ou du coût en capital du bien

excède le coût non déprécié des biens de cette catégorie, l'excédent doit être appliqué à réduire le coût non déprécié des biens de l'autre catégorie et, s'il est un reste, à réduire les dépenses admissibles en déduction en vertu de l'article 8.

1975, c. 30, a. 12.

Coût non déprécié. **13.** Aux fins de l'article 12, le coût non déprécié des biens d'une catégorie, à un moment quelconque, est égal au coût en capital pour l'exploitant de tous les biens de cette catégorie acquis avant ce moment, moins l'ensemble:

a) de la dépréciation totale allouée à l'exploitant avant ce moment à l'égard de ces biens;

b) si l'exploitant a disposé avant ce moment d'un bien de cette catégorie, du moindre du produit de la disposition ou du coût en capital du bien; et

c) de chaque montant qui a réduit le coût non déprécié des biens de cette catégorie avant ce moment en vertu de l'article 12, à l'égard de la disposition d'un bien de l'autre catégorie.

1975, c. 30, a. 13.

Exercice de moins de 12 mois. **14.** Lorsque l'exercice financier d'un exploitant est inférieur à douze mois, l'allocation pour dépréciation doit être réduite proportionnellement au nombre de mois complets que comporte cet exercice financier par rapport à douze.

1975, c. 30, a. 14.

Opérations entre personnes liées. **15.** Lorsqu'un bien sujet à l'allocation pour dépréciation et appartenant à une personne est dévolu à un exploitant à la suite d'une ou plusieurs opérations entre personnes liées, le coût de ce bien pour l'exploitant et le produit de la disposition pour cette personne sont réputés être le moindre du montant effectivement payé par l'exploitant ou du coût de ce bien pour cette personne après en avoir déduit le montant de l'allocation pour dépréciation qui lui a été alloué à l'égard de ce bien.

1975, c. 30, a. 15.

SECTION III

ALLOCATION POUR DÉVELOPPEMENT

Allocation pour développement. **16.** Un exploitant peut déduire à titre d'allocation pour développement, pour chaque exercice financier, un montant n'excédant pas l'ensemble des frais visés aux paragraphes *m* et *n* de l'article 8 qui

ont été encourus pendant un exercice financier antérieur et qui n'ont pas été déduits de la valeur brute de la production pour cet exercice antérieur, jusqu'à ce que ces frais aient été alloués en entier.

Exclusion. Toutefois, les frais encourus avant le 1^{er} janvier 1965 ne peuvent pas faire l'objet d'une allocation en vertu du présent article.

1975, c. 30, a. 16.

SECTION IV

ALLOCATION POUR INVESTISSEMENT

Allocation pour investissement. **17.** Un exploitant peut déduire à titre d'allocation pour investissement, pour chaque exercice financier, un montant n'excédant pas $33\frac{1}{3}$ pour cent des dépenses décrites à l'article 18 et engagées durant la période commençant le 1^{er} avril 1975 et se terminant à la fin de l'exercice financier, moins les montants déduits à ce titre pour les exercices financiers précédents.

1975, c. 30, a. 17.

Dépenses admises. **18.** Les dépenses qui peuvent faire l'objet d'une allocation pour investissement en vertu de l'article 17 sont les suivantes:

- a) le coût pour l'exploitant d'un bien déterminé par règlement et effectivement utilisé par lui dans la fabrication de produits principalement à base de certains minerais;
- b) le coût pour l'exploitant d'un bien sujet à l'allocation pour dépréciation et effectivement utilisé dans la transformation ou le traitement du minerai jusqu'au stade du métal brut ou l'équivalent, si ce bien n'a jamais fait l'objet d'une allocation en vertu de la présente section pour qui que ce soit, a été ainsi utilisé pour une période d'au moins douze mois consécutifs et n'est pas en même temps utilisé à d'autres fins pour plus de 25 pour cent de son utilisation totale; et
- c) les frais d'exploration minière encourus par l'exploitant au Québec sur des terrains autres que ceux qui font l'objet de l'exploitation minière principale, dans la mesure où, en vertu du paragraphe *n* de l'article 8, ces frais étaient admissibles en déduction dans le calcul de son profit annuel pour un exercice financier précédent, ou le sont dans ce calcul pour l'exercice financier en cause.

1975, c. 30, a. 18.

Allocation maximale. **19.** L'allocation visée à l'article 17 ne doit pas excéder $33\frac{1}{3}$ pour cent du profit annuel après déduction de toutes les dépenses décrites

à l'article 8 à l'exception de ladite allocation et de l'allocation pour traitement visée aux articles 20 à 26.

1975, c. 30, a. 19.

SECTION V

ALLOCATION POUR TRAITEMENT

Interprétation: **20.** Dans la présente section, les expressions suivantes signifient:
«*affinage*»:

a) «*affinage*»: tout traitement du produit d'une fonte ou d'un concentré dans le but d'éliminer les impuretés et dont le produit est un métal à l'état métallique d'un très haut degré de pureté;

«*concentration*»:

b) «*concentration*»: tout traitement d'un minerai, d'un résidu ou d'un déchet pour séparer une substance minérale de sa gangue et en obtenir un concentré;

«*fonte*».

c) «*fonte*»: tout traitement d'un minerai ou d'un concentré au cours duquel la charge est fondue et transformée chimiquement pour donner une scorie et une matte ou un métal à l'état métallique contenant des impuretés.

1975, c. 30, a. 20.

Allocation pour traitement.

21. L'exploitant d'une mine peut déduire à titre d'allocation pour traitement, pour chaque exercice financier, un montant égal:

a) si l'exploitant ne fait pas de fonte ni d'affinage, à 8 pour cent du coût pour lui de chaque bien sujet à l'allocation pour dépréciation qui est en sa possession à la fin de l'exercice financier et qui est utilisé par lui au Québec, durant cet exercice, dans la transformation ou le traitement des substances minérales extraites de la mine, à l'exclusion toutefois du coût des biens servant au transport de ces substances en dehors des terrains de la mine;

b) si l'exploitant fait de la fonte ou de l'affinage, à 15 pour cent du coût de chaque bien sujet à l'allocation pour dépréciation visé au paragraphe a; toutefois, les biens utilisés dans la transformation ou le traitement du minerai des mines d'or et d'argent ne sont pas éligibles à l'allocation de 15 pour cent.

1975, c. 30, a. 21.

Réduction d'allocation.

22. Aux fins du paragraphe b de l'article 21, lorsqu'un bien y visé est utilisé dans la concentration, l'allocation calculée en fonction du coût de ce bien est réduite d'un montant égal à 7 pour cent de la proportion du coût de ce bien représentée par le rapport entre la quantité de minerai concentré produit par l'exploitant qui n'est pas

fondu ni affiné par lui sur la quantité totale de minerai concentré produit par lui.

1975, c. 30, a. 22.

Réduction d'allocation. **23.** Lorsqu'un bien dont le coût sert de base au calcul de l'allocation pour traitement est utilisé dans un exercice financier à la fois pour la transformation ou le traitement des substances minérales et pour une autre fin, l'allocation pour traitement à l'égard de ce bien doit être réduite en proportion de son utilisation pour la transformation ou le traitement des substances minérales sur son utilisation totale.

1975, c. 30, a. 23.

Réduction d'allocation. **24.** Lorsqu'un exploitant fait de la transformation ou du traitement d'une substance minérale pour un tiers, l'allocation pour traitement est réduite en proportion de la quantité de minerai qu'il traite ou transforme pour son propre compte sur la quantité totale de minerai qu'il traite ou transforme.

1975, c. 30, a. 24.

Réduction d'allocation. **25.** Lorsque l'exercice financier d'un exploitant est inférieur à douze mois, l'allocation pour traitement est réduite proportionnellement au nombre de mois complets compris dans cet exercice financier par rapport à douze.

1975, c. 30, a. 25.

Allocation minimale et maximale. **26.** L'allocation pour traitement prévue à la présente section ne doit être ni inférieure à 15 pour cent du profit après déduction de toutes les dépenses décrites à l'article 8 à l'exception de cette allocation ni supérieure à 65 pour cent de tel profit.

1975, c. 30, a. 26.

SECTION VI

LIMITATIONS

Déductions non accordées. **27.** Un exploitant ne peut déduire, dans le calcul de son profit annuel, aucun montant à l'égard:

a) d'une somme dépensée, sauf dans la mesure où elle l'a été par l'exploitant en vue de réaliser ou de produire un profit découlant d'une exploitation minière;

b) des frais de constitution, d'organisation ou de réorganisation;

c) du coût de la mise en valeur de la mine avant le commencement de la production en quantité commerciale, sauf tel que prévu à l'article 16;

d) d'une perte ou d'un remplacement de capital, d'un paiement à compte de capital, sauf ce qui est expressément permis par la présente loi;

e) de l'amortissement de la valeur de la mine et du terrain minier;

f) des redevances payées eu égard à la production;

g) des dépenses afférentes à des opérations manufacturières et industrielles;

h) des frais de financement;

i) des droits payables en vertu de la présente loi;

j) des taxes sur les profits, sur le capital et places d'affaires ainsi que les impôts sur les revenus;

k) des dividendes et de toute distribution de surplus ou de capital social;

l) des réserves et provisions;

m) de la partie des dépenses couvertes par un subside ou autre aide quelconque, y compris un paiement en vertu de la Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or (Statuts du Canada); et

n) des déductions admises dans le calcul du profit d'une année antérieure.

1975, c. 30, a. 27.

Dépenses raisonnables.

28. Un montant dont la présente loi autorise la déduction relativement à un déboursé ou une dépense ne peut être déduit que dans la mesure où ce déboursé ou cette dépense sont raisonnables dans les circonstances.

1975, c. 30, a. 28.

Personne liée à l'exploitant.

29. Un déboursé ou une dépense découlant d'une opération avec une personne liée à l'exploitant sont réputés ne pas excéder la juste valeur marchande des biens ou des services fournis; d'autre part, un exploitant qui a fourni des biens ou des services par suite d'une opération avec une personne liée est réputé avoir reçu un montant au moins égal à la juste valeur marchande de ces biens ou services.

1975, c. 30, a. 29.

CHAPITRE IV

CALCUL DES DROITS

Exemption.

30. Dans le calcul des droits, un exploitant peut déduire un montant de \$150,000 de son profit annuel à titre d'exemption; toutefois,

lorsque l'exercice financier d'un exploitant est inférieur à douze mois, ledit montant de \$150,000 est réduit proportionnellement au nombre de mois complets compris dans cet exercice financier par rapport à douze.

1975, c. 30, a. 30.

Droits sur profits. **31.** Les droits payables par un exploitant sur son profit annuel, déduction faite de l'exemption, sont:

- a) 15 pour cent du profit n'excédant pas \$3,000,000;
- b) 20 pour cent du profit excédant \$3,000,000 mais n'excédant pas \$10,000,000;
- c) 25 pour cent du profit excédant \$10,000,000 mais n'excédant pas \$20,000,000;
- d) 30 pour cent du profit excédant \$20,000,000.

1975, c. 30, a. 31.

Exploitants liés. **32.** Nonobstant l'article 30, lorsque plusieurs exploitants ont été liés l'un à l'autre, à quelque époque que ce soit d'un exercice financier, les droits totaux exigibles d'eux, pour leur exercice financier qui se termine dans une même année civile, sont calculés sur l'ensemble du profit annuel de chacun de ces exploitants, déduction faite d'une seule exemption visée à l'article 30, et les droits payables par chacun d'eux sont une partie de ces droits totaux proportionnellement à son profit annuel par rapport à l'ensemble du profit annuel de ces exploitants.

Entente pour répartition
des profits.

Cependant, si chacun de ces exploitants fait parvenir au ministre avant l'expiration du délai pour produire sa déclaration en vertu de l'article 36, une entente quant à la répartition entre eux de l'ensemble de leur profit annuel pour les fins du calcul des droits, les droits totaux exigibles sont répartis suivant cette entente.

1975, c. 30, a. 32.

CHAPITRE V

ÉTALEMENT DU PROFIT ANNUEL

Maximum des droits
payables.

33. Les droits payables pour un exercice financier ne doivent pas être supérieurs à l'excédent de trois fois le montant des droits qui seraient payables si le profit annuel pour cet exercice était égal au profit annuel moyen pour la période couvrant les trois derniers exercices financiers, y compris l'exercice financier en cause, sur le plus élevé du montant des droits qui ont effectivement été payés pour les deux exercices financiers précédents ou qui auraient été payables en l'absence de la déduction prévue à l'article 34.

- Exercice de moins de 52 semaines. Un exercice financier de moins de cinquante-deux semaines ne doit pas être inclus dans la période sauf s'il en est autrement prévu et aux conditions fixées par règlement.
1975, c. 30, a. 33.
- Profit annuel moyen. **34.** Aux fins de l'article 33, le profit annuel moyen d'un exploitant doit être calculé comme si toute perte encourue dans l'un des exercices financiers de la période y mentionnée était nulle; toutefois, l'exploitant pourra déduire de ses droits autrement payables pour les deux exercices financiers suivant celui pendant lequel la perte a été encourue, un montant n'excédant pas dans l'ensemble 15 pour cent du montant de la perte.
1975, c. 30, a. 34.
- Exploitants liés considérés comme un seul exploitant. **35.** Les articles 33 et 34 s'appliquent à plusieurs exploitants qui sont liés l'un à l'autre comme s'il s'agissait d'un seul exploitant en tenant compte des modalités prévues par règlement lorsqu'un de ces exploitants cesse d'être lié aux autres ou lorsqu'un exploitant devient lié à ces exploitants pendant un exercice financier.
1975, c. 30, a. 35.

CHAPITRE VI

PROCESSUS ADMINISTRATIF ET APPELS

SECTION I

DÉCLARATIONS

- Déclaration de profit. **36.** Tout exploitant d'une mine doit, dans les six mois qui suivent l'expiration de son exercice financier, faire parvenir au ministre dans la forme prescrite par ce dernier une déclaration de son profit annuel contenant une copie certifiée des états financiers de l'entreprise et des annexes pertinentes.
- Délai. Le ministre peut en tout temps proroger le délai fixé pour la production de la déclaration.
1975, c. 30, a. 36.
- Production par syndic de faillite. **37.** Tout syndic de faillite, cessionnaire, liquidateur, curateur, séquestre et tout agent ou autre personne qui administre, liquide ou contrôle de quelque manière que ce soit les biens, les affaires, la succession ou le revenu d'un exploitant qui n'a pas produit la décl-

ration visée à l'article 36 pour un exercice financier, doit produire cette déclaration.

1975, c. 30, a. 37.

Estimation des droits. **38.** Toute personne tenue de produire une déclaration en vertu de la présente section doit dans cette déclaration estimer le montant des droits payables.

1975, c. 30, a. 38.

SECTION II

COTISATIONS

Examen. **39.** Le ministre doit examiner avec diligence chaque déclaration de profit qui lui est transmise et déterminer les droits payables ainsi que les intérêts et pénalités exigibles, le cas échéant.

1975, c. 30, a. 39.

Avis de cotisation. **40.** Après examen d'une déclaration, le ministre transmet un avis de cotisation à la personne qui a produit cette déclaration.

1975, c. 30, a. 40.

Responsabilité. **41.** Le fait qu'une cotisation soit inexacte ou incomplète ou qu'aucune cotisation n'ait été faite n'a aucun effet sur la responsabilité de l'exploitant à l'égard des droits prévus par la présente loi.

1975, c. 30, a. 41.

Pouvoirs du ministre. **42.** Le ministre peut, en tout temps, déterminer les droits, les intérêts et les pénalités en vertu de la présente loi, ou notifier par écrit à toute personne qui a produit une déclaration pour un exercice financier qu'aucun droit n'est payable pour cet exercice financier.

1975, c. 30, a. 42.

Nouvelle cotisation. **43.** Le ministre peut déterminer de nouveau les droits, les intérêts et les pénalités et faire une nouvelle cotisation ou établir une cotisation supplémentaire, selon le cas:

a) dans les quatre ans à compter du jour du dépôt à la poste d'un avis de première cotisation ou d'une notification portant qu'aucun droit n'est payable pour un exercice financier;

b) en tout temps, si l'exploitant ou la personne qui a produit la déclaration

i. a fait une fausse représentation des faits par incurie ou par omission volontaire ou a commis une fraude en produisant la déclaration ou en fournissant un renseignement prévu en vertu de la présente loi; ou

ii. a adressé au ministre une renonciation, dans la forme prescrite, dans les quatre ans à compter du jour du dépôt à la poste de l'avis de première cotisation ou de la notification portant qu'aucun droit n'est payable.

1975, c. 30, a. 43.

Ministre non lié par
déclaration.

44. Le ministre n'est pas lié par une déclaration produite ou par les renseignements fournis par un exploitant ou en son nom et il peut, nonobstant la déclaration ou les renseignements ou en l'absence d'une déclaration, déterminer les droits payables.

1975, c. 30, a. 44.

Validité de la cotisation.

45. Sous réserve des modifications ou de l'annulation résultant d'une opposition ou d'un appel et sous réserve d'une nouvelle cotisation, une cotisation est réputée valide et tenante nonobstant toute erreur, vice de forme ou omission qui s'y trouve ou qui se trouve dans toute procédure s'y rattachant.

1975, c. 30, a. 45.

SECTION III

PAIEMENT DES DROITS

Paiement des droits.

46. Tout exploitant assujetti aux droits en vertu de la présente loi doit payer au ministre, pendant la période de douze mois se terminant six mois après la fin de chaque exercice financier:

a) au plus tard le dernier jour de chacun des neuf premiers mois de la période, un montant égal au douzième des droits payables sur son profit pour son exercice financier précédent ou des droits estimés sur son profit prévu pour l'exercice financier;

b) au plus tard le dernier jour de chacun des deux mois suivants, un montant égal au tiers du solde des droits estimés sur son profit pour l'exercice; et

c) au plus tard le dernier jour de la période, le solde des droits estimés sur son profit pour l'exercice suivant l'article 38.

1975, c. 30, a. 46.

Paiement après l'avis.

47. Tout exploitant doit, dans les trente jours qui suivent la date du dépôt à la poste d'un avis de cotisation, payer au ministre les

droits, y compris les intérêts et pénalités exigibles de lui et encore impayés, qu'une opposition ou un appel à l'égard de la cotisation soit ou non en cours.

1975, c. 30, a. 47.

Demande de paiement
immédiat.

48. Lorsque, de l'avis du ministre, un exploitant tente d'éviter le paiement des droits, le ministre peut ordonner que tous les droits, y compris les intérêts et les pénalités, soient payés immédiatement sur cotisation.

1975, c. 30, a. 48.

Personne tenue de produire
la déclaration d'une autre
personne.

49. Quiconque est tenu, en vertu de l'article 37, de produire la déclaration d'une autre personne pour un exercice financier doit, dans les trente jours qui suivent la date du dépôt à la poste d'un avis de cotisation, payer tous les droits, y compris les intérêts et pénalités, exigibles de cette personne ou à l'égard de celle-ci, dans la mesure où il a ou a eu, à une date quelconque depuis l'exercice financier, en sa possession ou sous son contrôle des biens appartenant à cette autre personne ou à sa succession; il est alors réputé avoir effectué ce paiement pour le compte de cette autre personne.

1975, c. 30, a. 49.

SECTION IV INTÉRÊTS

Intérêt sur versement
insuffisant.

50. Lorsque la somme versée par un exploitant à titre de droits payables pour un exercice financier, avant l'expiration du délai accordé pour la production de sa déclaration, est inférieure au montant des droits payables pour ledit exercice, la personne tenue d'acquitter les droits doit payer un intérêt au taux fixé par règlement sur la différence entre ces deux montants, à compter de l'expiration du délai accordé pour la production de la déclaration jusqu'au jour du paiement; si aucun montant n'a été versé par l'exploitant, cet intérêt est exigible sur le montant total des droits payables pour la même période.

1975, c. 30, a. 50.

Intérêt additionnel.

51. En plus de l'intérêt payable en vertu de l'article 50, l'exploitant tenu de faire un versement en vertu de l'article 46 doit payer un intérêt, sur tout versement ou partie de versement qu'il n'a pas fait, au taux fixé par règlement, pour la période s'étendant de la date de l'expiration du délai accordé pour faire le versement jusqu'au jour du

versement ou jusqu'au jour auquel il devient redevable d'un intérêt en vertu de l'article 50, suivant le jour qui survient le premier; toutefois, le ministre est autorisé à compenser en totalité ou en partie les intérêts payés en vertu du présent article pour un exercice financier en appliquant le même taux aux versements excédentaires.

1975, c. 30, a. 51.

Présomption d'obligation de payer.

52. Aux fins de l'article 51, l'exploitant requis de faire un versement en vertu de l'article 46 est réputé avoir été redevable de versements basés sur le moindre de ses droits payables pour l'exercice financier précédent ou de ceux payables pour l'exercice financier en cours.

1975, c. 30, a. 52.

SECTION V PÉNALITÉS

Peine pour omission de produire déclaration.

53. Quiconque omet de faire une déclaration dans la forme prescrite et dans les délais prévus, conformément aux articles 36 à 38, est passible d'une pénalité égale à 5 pour cent des droits impayés à l'époque où la déclaration devait être produite, sans excéder cependant \$2,000.

1975, c. 30, a. 53.

Peine pour omission de fournir renseignements.

54. Quiconque omet de fournir sur une formule prescrite tout renseignement requis en vertu des articles 36 à 38 est passible d'une pénalité égale à 1 pour cent des droits payables mais d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus cent dollars.

1975, c. 30, a. 54.

Peine pour ne pas avoir acquitté droits.

55. Quiconque a, volontairement et de quelque manière, éludé ou tenté d'éluder l'acquittement des droits exigibles pour un exercice financier ou une partie d'un exercice est passible d'une pénalité que le ministre fixe et qui ne doit pas être inférieure à 15 pour cent ni supérieure à 50 pour cent du montant des droits qui ont été éludés ou qu'il a cherché à éluder.

1975, c. 30, a. 55.

Peine pour fausse déclaration.

56. Si une personne, sciemment ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, fait un énoncé ou une omission dans une déclaration, un certificat, un état ou une réponse fait

ou produit en vertu de la présente loi, ou y participe ou y acquiesce, et s'il résulte de cet énoncé ou de cette omission que les droits qui seraient payables par cette personne, si elle était cotisée d'après les renseignements fournis, sont inférieurs aux droits qu'elle doit payer, cette personne est passible d'une pénalité de 25 pour cent de la différence entre ces deux montants.

1975, c. 30, a. 56.

Fardeau de la preuve. **57.** Aux fins d'un appel interjeté en vertu de la présente loi et portant sur une pénalité, le fardeau de prouver les faits visés aux articles 55 et 56 incombe au ministre.

1975, c. 30, a. 57.

SECTION VI

REMBOURSEMENTS

Remboursement de paiement en excédant. **58.** Lorsqu'un exploitant produit une déclaration dans les quatre ans qui suivent la fin d'un exercice financier et qu'il a payé à titre de droits pour cet exercice un montant supérieur à celui qui était exigible de lui, le ministre peut rembourser l'excédent à l'exploitant en même temps qu'il lui expédie l'avis de cotisation pour cet exercice; le ministre doit effectuer ce remboursement si l'exploitant lui en fait la demande dans le même délai.

1975, c. 30, a. 58.

Compensation. **59.** Lorsqu'un exploitant qui a droit à un remboursement en vertu de l'article 58 est aussi débiteur en vertu de la présente loi ou sur le point de l'être, le ministre peut affecter ce remboursement au paiement de la dette de cet exploitant, jusqu'à concurrence de cette dette, et lui en donner avis.

1975, c. 30, a. 59.

Intérêt sur paiement en excédent. **60.** Lorsqu'un montant payé en trop par un exploitant lui est remboursé ou est affecté à une autre de ses obligations, l'intérêt au taux fixé en vertu de l'article 50 lui est payé sur cet excédent pour la période se terminant le jour de ce remboursement ou de cette affectation et commençant à la plus tardive des dates suivantes:

- a) le jour où l'excédent des droits a été payé;
- b) le jour auquel ou avant lequel la déclaration qui a fait l'objet du paiement des droits devait être produite; ou
- c) le jour où l'exploitant a produit cette déclaration.

Exception. Toutefois, aucun intérêt n'est payé lorsque le montant calculé en vertu du présent article est inférieur à un dollar.
1975, c. 30, a. 60.

SECTION VII

OPPOSITIONS

Avis d'opposition. **61.** Un exploitant qui s'oppose à une cotisation prévue par la présente loi peut, dans les quatre-vingt-dix jours de la date d'expédition par la poste de l'avis de cotisation, signifier au ministre un avis d'opposition, en double exemplaire, dans la forme prescrite, exposant les motifs de son opposition et tous les faits pertinents.
1975, c. 30, a. 61.

Signification. **62.** Un avis d'opposition prévu à l'article 61 doit être signifié par la poste, sous pli recommandé ou certifié adressé au premier ministre.
1975, c. 30, a. 62; 1975, c. 83, a. 84.

Nouvel examen de la cotisation. **63.** Dès réception de l'avis d'opposition, le ministre doit avec toute la diligence possible examiner de nouveau la cotisation et annuler, ratifier ou modifier cette dernière ou établir une nouvelle cotisation et faire connaître sa décision à l'exploitant par avis transmis par la poste sous pli recommandé ou certifié.
1975, c. 30, a. 63; 1975, c. 83, a. 84.

Disposition non applicable. **64.** L'article 61 ne s'applique pas à la nouvelle cotisation visée à l'article 63.
1975, c. 30, a. 64.

Validité de la nouvelle cotisation. **65.** Une nouvelle cotisation établie par le ministre suivant l'article 63 n'est pas invalide pour le seul motif qu'elle n'a pas été établie dans les quatre ans de la date d'expédition par la poste d'un avis de première cotisation ou d'une notification visée à l'article 42.
1975, c. 30, a. 65.

Acceptation d'avis non conforme. **66.** Le ministre peut accepter un avis d'opposition en vertu de la présente section même si cet avis n'a pas été signifié en double exemplaire ou de la manière requise par l'article 61.
1975, c. 30, a. 66.

SECTION VIII

APPELS

- Appel à la Cour provinciale. **67.** Lorsqu'un exploitant a signifié un avis d'opposition prévu à l'article 61, il peut interjeter appel auprès de la Cour provinciale siégeant pour le district où il réside pour faire annuler ou modifier la cotisation:
- a) après que le ministre a ratifié la cotisation ou procédé à une nouvelle cotisation; ou
 - b) après l'expiration des cent quatre-vingts jours qui suivent la signification de l'avis d'opposition sans que le ministre ait notifié à l'exploitant le fait qu'il a annulé ou ratifié la cotisation ou procédé à une nouvelle cotisation.
- 1975, c. 30, a. 67.
- Délai d'appel. **68.** Nul appel prévu à l'article 67 ne peut être interjeté après l'expiration des quatre-vingt-dix jours qui suivent la date où avis a été expédié par la poste à l'exploitant, en vertu de l'article 63, portant que le ministre a ratifié la cotisation ou procédé à une nouvelle cotisation.
- 1975, c. 30, a. 68.
- Irrégularités. **69.** Une cotisation ne doit pas être annulée ou modifiée lors d'un appel par suite d'irrégularité, de vice de forme, d'omission ou d'erreur de la part de qui que ce soit dans l'observation d'une disposition non péremptoire de la présente loi.
- 1975, c. 30, a. 69.
- Procédure. **70.** L'appel prévu à l'article 67 est institué, entendu et décidé suivant les articles 1071 à 1079 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) et lesdits articles s'appliquent *mutatis mutandis* à cet appel ainsi qu'à un appel devant la Cour d'appel.
- Requête contre sous-ministre. La requête en Cour provinciale doit être dirigée contre le sous-ministre des richesses naturelles et la signification doit en être faite à lui ou à une personne ayant la garde de son bureau.
- 1975, c. 30, a. 70.

CHAPITRE VII

EXÉCUTION ET APPLICATION

SECTION I

LIVRES, COMPTES ET RAPPORTS

Registres. **71.** Tout exploitant doit tenir en la manière prescrite par règlement des registres et des livres de compte, y compris un inventaire annuel, à son lieu d'affaires ou de résidence ou à tout autre lieu que le ministre désigne.

1975, c. 30, a. 71.

Forme. **72.** Les registres et livres mentionnés à l'article 71 doivent être tenus dans la forme appropriée et renfermer les renseignements permettant d'établir le montant des droits qui doivent être payés en vertu de la présente loi.

1975, c. 30, a. 72.

Pouvoir du ministre. **73.** Lorsqu'un exploitant ne tient pas les registres et livres de compte adéquats, le ministre peut lui enjoindre de tenir les registres et livres de compte qu'il spécifie et cet exploitant doit se soumettre à cette obligation.

1975, c. 30, a. 73.

Conservation des registres. **74.** Quiconque est requis en vertu de la présente loi de tenir des registres et livres de compte doit les conserver ainsi que les factures et toute autre pièce nécessaire à la vérification des renseignements contenus dans ces registres ou livres de compte jusqu'à ce que permission écrite d'en disposer ait été obtenue du ministre.

1975, c. 30, a. 74.

SECTION II

VÉRIFICATION ET ENQUÊTES

Droit d'entrée. **75.** Toute personne qui y est autorisée par le ministre peut, pour toute fin ayant trait à l'application ou à l'exécution de la présente loi, pénétrer en tout temps convenable dans tout lieu ou endroit dans lesquels une entreprise reliée à l'exploitation minière est exercée ou des biens sont gardés, ou dans lequel sont ou devraient être tenus des livres ou registres en conformité de la présente loi.

Pouvoirs de la personne
autorisée.

La personne ainsi autorisée peut:

a) vérifier ou examiner les livres et registres, et tout compte, pièce justificative, lettre, télégramme ou autre document qui se rapporte ou qui peut se rapporter aux renseignements qui se trouvent ou devraient se trouver dans les livres ou registres, et prendre copie de tout document qu'elle juge nécessaire;

b) examiner tout procédé ou toute méthode dont l'examen peut, à son avis, lui aider à vérifier le montant des droits exigibles en vertu de la présente loi;

c) obliger le propriétaire ou le gérant des biens ou de l'entreprise et toute autre personne présente sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable dans sa vérification ou son examen, à répondre à toute question appropriée se rapportant à la vérification ou à l'examen, soit oralement, soit, si ladite personne autorisée l'exige, par écrit, sous serment ou par déclaration solennelle et, à cette fin, obliger le propriétaire ou le gérant à l'accompagner sur les lieux; et

d) si, au cours d'une vérification ou d'un examen, il lui paraît qu'une infraction à la présente loi ou à un règlement a été commise, prendre des échantillons, saisir et emporter tout registre, livre, compte, pièce justificative, lettre, télégramme et autre document et les garder jusqu'à ce qu'ils aient été produits dans des procédures judiciaires.

1975, c. 30, a. 75.

Autorisation de
perquisitionner.

76. Avec l'approbation d'un juge des sessions, qui peut être accordée sur demande *ex parte* à la suite d'une dénonciation faite sous serment, le ministre peut, pour toute fin relative à l'application de la présente loi, autoriser par écrit tout fonctionnaire du ministère des richesses naturelles ou toute autre personne qu'il désigne, ainsi que tout agent de la paix que ce fonctionnaire ou cette personne appelle à son aide, à s'introduire et à perquisitionner, par la force au besoin, dans tout édifice, réceptacle ou lieu pour y rechercher des documents, livres, registres, papiers ou autres choses pouvant servir de preuve d'infraction à la présente loi ou à un règlement, à saisir et emporter ces documents, livres, registres, papiers ou autres choses et à les garder jusqu'à ce qu'ils soient produits dans des procédures judiciaires.

1975, c. 30, a. 76.

Heures et jours.

77. La perquisition visée à l'article 76 ne peut être effectuée avant sept heures ni après vingt heures non plus qu'un jour non juridique, si ce n'est en vertu d'une autorisation écrite du juge qui l'a approuvée.

1975, c. 30, a. 77.

- Examen des documents.** **78.** Le ministre doit, sur demande, permettre l'examen de tout document, livre, registre, papier ou autres choses saisis en vertu des articles 75 ou 76, par leur propriétaire ou par la personne qui les détenait lors de la saisie.
1975, c. 30, a. 78.
- Renseignements exigibles par le ministre.** **79.** Le ministre peut, par demande péremptoire qu'il transmet par poste recommandée ou certifiée ou par signification personnelle, exiger d'une personne, dans le délai raisonnable qu'il fixe, la production par poste recommandée ou certifiée ou par signification personnelle:
a) de renseignements ou de renseignements supplémentaires, y compris une déclaration ou un rapport ou une déclaration ou un rapport supplémentaires exigibles en vertu de la présente loi; ou
b) de livres, lettres, comptes, factures, états financiers ou autres documents.
1975, c. 30, a. 79; 1975, c. 83, a. 84.
- Obligation de se conformer.** **80.** La personne à qui la demande visée à l'article 79 est faite doit, dans le délai fixé, se conformer à cette demande, qu'elle ait ou non déjà produit tels renseignements ou documents.
1975, c. 30, a. 80.

SECTION III

RECouvreMENT

- Certificat de l'exigibilité d'une dette.** **81.** Lorsqu'un montant exigible en vertu de la présente loi n'est pas payé, en entier ou en partie, le ministre peut délivrer un certificat attestant l'exigibilité de la dette et le montant dû, et ce certificat est une preuve de l'exigibilité de la dette.
1975, c. 30, a. 81.
- Délai.** **82.** Le certificat visé à l'article 81 peut être délivré par le ministre en tout temps après l'expiration des trente jours qui suivent la date de l'exigibilité de la dette ou, dans le cas d'une ordonnance visée à l'article 48, immédiatement après cette ordonnance.
1975, c. 30, a. 82.
- Jugement sur production du certificat.** **83.** Sur production au greffe du tribunal de juridiction compétente d'un certificat visé à l'article 81, le protonotaire ou le greffier, suivant le cas, inscrit au dos du certificat la date de sa production et rend

jugement en faveur de Sa Majesté du chef du Québec pour le montant prévu au certificat, les intérêts et pénalités, s'il en est, et les dépens contre la personne tenue au paiement de la dette.

Effets. Ce jugement équivaut à un jugement rendu par le tribunal compétent et en a tous les effets.

1975, c. 30, a. 83.

SECTION IV INFRACTIONS

Peine pour indiscrétion. **84.** Quiconque, au cours de son emploi au service de Sa Majesté du chef du Québec, communique ou permet que soit communiqué à une personne qui n'y a pas légalement droit un renseignement obtenu en vertu de la présente loi, ou permet à une telle personne de prendre connaissance d'une déclaration écrite fournie en vertu de ladite loi, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus \$200.

1975, c. 30, a. 84.

Peine pour omission de produire déclaration. **85.** Quiconque a omis de faire une déclaration dans la forme prescrite et dans les délais prévus par la présente loi commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins \$25 par jour que dure l'omission.

1975, c. 30, a. 85.

Peines pour infractions. **86.** Toute personne qui n'a pas observé ou a enfreint les dispositions des articles 71 à 76, 79 et 80, ou qui entrave ou tente d'entraver de quelque façon que ce soit une personne qui fait un acte que la présente loi l'oblige ou l'autorise à faire, commet une infraction et, outre toute pénalité prévue par toute autre disposition de la présente loi, est passible d'une amende d'au moins \$200 et d'au plus \$10,000 ou, à la fois, de telle amende et d'un emprisonnement d'au plus six mois.

1975, c. 30, a. 86.

Peines pour infractions. **87.** Toute personne qui:
a) fait des déclarations fausses ou trompeuses, ou participe, consent ou acquiesce à leur énonciation dans une déclaration, rapport, certificat, état ou réponse produits ou faits en vertu de la présente loi ou d'un règlement;
b) pour éluder le paiement des droits, détruit, altère, mutile ou

cache les registres, livres de comptes ou autres documents d'une personne assujettie à la présente loi ou en dispose autrement;

c) fait des inscriptions fausses ou trompeuses, ou consent ou acquiesce à leur accomplissement ou omet, consent ou acquiesce à l'omission d'inscrire un détail important dans les registres ou livres de comptes d'une personne assujettie à la présente loi;

d) volontairement, de quelque manière, élude ou tente d'éluder l'observation de la présente loi ou le paiement des droits établis en vertu de celle-ci; ou

e) conspire avec une personne pour commettre une infraction visée aux paragraphes a à d,

commet une infraction et, en outre de toute autre pénalité prévue par toute autre disposition de la présente loi, est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au moins \$200 et d'au plus \$10,000, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus deux ans.

1975, c. 30, a. 87.

Amendes. **88.** Les amendes prévues à l'article 87 peuvent être imposées même dans le cas où, après qu'une infraction y prévue a été commise, aucun droit additionnel n'est payable.

Montant. Dans le cas où un droit additionnel est payable après qu'une infraction prévue à l'article 87 a été commise, l'amende doit être au moins égale à 25 pour cent des droits que la personne a éludés ou tenté d'éluder ou a permis que soient éludés, sans en excéder le double.

1975, c. 30, a. 88.

Pénalités non cumulatives. **89.** Lorsqu'une personne a été déclarée coupable d'une infraction en vertu de l'article 87, elle n'encourt pas pour la même évasion ou tentative d'évasion une pénalité prévue par les articles 55 et 56, à moins que cette pénalité ne lui ait été imposée avant qu'une poursuite ne lui ait été intentée en vertu dudit article 87.

1975, c. 30, a. 89.

Suspension de sentence. **90.** Une suspension de sentence ne peut être prononcée sur aucune poursuite intentée en vertu de la présente loi.

1975, c. 30, a. 90.

Recours civil ou pénal. **91.** Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'exercice d'un recours quelconque contre une personne ne porte pas

atteinte au droit d'exercer contre la même personne tout autre recours, civil ou pénal, découlant de la présente loi.

1975, c. 30, a. 91.

Infraction par une corporation.

92. Lorsqu'une corporation a commis une infraction à la présente loi ou à un règlement, toute personne qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputée être partie à l'infraction et est passible de la pénalité prévue pour l'infraction, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

1975, c. 30, a. 92.

Infraction et peine.

93. Toute personne qui contrevient à la présente loi ou à un règlement, autrement que dans les cas visés aux articles 84 à 92, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de \$25.

1975, c. 30, a. 93.

SECTION V

RÈGLEMENTS

Réglementation.

94. En outre des pouvoirs qui lui sont spécifiquement conférés par la présente loi, le gouvernement peut faire des règlements pour prescrire la preuve requise à l'établissement des faits pertinents aux cotisations et généralement prescrire les mesures requises pour l'application de la présente loi.

Entrée en vigueur.

Les règlements adoptés en vertu du présent article ainsi que tous ceux adoptés en vertu d'autres dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette Officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée; ils peuvent aussi, une fois publiés et s'ils en disposent ainsi, s'appliquer à compter du début de tout exercice financier commençant dans l'année civile en cours au moment de leur adoption.

1975, c. 30, a. 94.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS FINALES

Dispositions applicables.

95. Les articles 72 à 92 de la Loi sur le ministère du revenu

s'appliquent *mutatis* utandis à la procédure et à la preuve lors d'une contestation en vertu de la présente loi.

1975, c. 30, a. 95.

Application de la loi. **96.** Le ministre des richesses naturelles est chargé de l'application de la présente loi.

1975, c. 30, a. 96.

Pouvoirs du sous-ministre. **97.** Le sous-ministre des richesses naturelles peut exercer tous les pouvoirs et remplir toutes les fonctions dévolues au ministre en vertu de la présente loi.

1975, c. 30, a. 97.

Droits additionnels. **98.** Si des substances minérales provenant de mines au Québec sont expédiées pour traitement en dehors du Québec sans la permission préalable du gouvernement, il lui est loisible d'exiger des droits additionnels n'excédant pas le double des droits établis selon les articles 30 à 32.

1975, c. 30, a. 107.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 30 des lois annuelles de 1975, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 98 à 103, 103*a*, 104 à 106, 108 et 109, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre D-15 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1975 LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 30

Chapitre D-15

**LOI DES DROITS SUR
LES MINES**

**LOI CONCERNANT
LES DROITS SUR LES
MINES**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 97	1 - 97	
98 - 103		Omis
103a		Omis
104 - 106		Omis
107	98	
108 - 109		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

